

Centenaire du Manitoba Calendrier des activités

- 23-24 janvier** — Championnats de curling des écoles, Club Hestair de St-Boniface
- 25-26 janvier** — L'Orchestre symphonique de Winnipeg dans une tournée du Nord, Le Pas et Flin Flon
Carnaval d'hiver à La Broquerie
- 26-27 janvier** — Courses de patinage du Manitoba, Parc Sargent de Winnipeg
- 28 janvier** — Jeunes Musicales et Quatuor à cordes, Auditorium du Centenaire de Brandon
- 30-31 janvier** — L'Orchestre symphonique de Winnipeg et le Western Manitoba Philharmonic Choir, Auditorium du Centenaire de Brandon
- 31 janvier** — Spectacle aquatique du Centenaire, Placine du Centenaire de Winnipeg

La Société Historique honore le père du Manitoba

"Riel, symbole de la détermination des Canadiens français à survivre"

— George F. G. Stanley

Invité d'honneur au "grand souper de l'Ouest" offert samedi dernier par la Société Historique de St-Boniface, le professeur George F. G. Stanley, historien bien connu et auteur de divers ouvrages d'histoire, a affirmé que le rôle de Riel dans notre histoire a été essentiellement celui d'un symbole des droits du Canadien français, le symbole de la détermination des Canadiens français à survivre.

"Ce furent les Canadiens français qui émigrèrent au Manitoba, les Roy, les Dubuc

et les Girard, d'expliquer le professeur Stanley, qui défendait le fait français au Canada de l'Ouest, et non les mérites qui, dans leurs auras sporadiques de nationalisme, se nommaient eux-mêmes "bols brisés" plutôt que Canadiens français. Ce furent les Canadiens français du Québec, les Lachapelle, les Desjardins, les Fiset et les Masson qui se

battirent pour Riel au Parlement, qui lui donnèrent l'hospitalité de l'argent et qui le gardèrent constamment devant les yeux du public.

"Ce n'était pas pour Riel personnellement qu'il lut-tait, a fait remarquer le docteur Stanley; c'était pour ce qu'il représentait dans leur esprit. C'est ainsi que Riel devint une des victimes de l'histoire

canadienne en même temps qu'un de ses héros."

Dans son exposé fort documenté, M. Stanley a démontré comment l'histoire de Riel se rattache au "problème de base de l'histoire canadienne", à savoir celui de la contestation à l'intérieur d'un seul pays deux nations, l'une francophone et l'autre anglophone.

Encore en équilibre instable,

(Suite à la dixième page)

Il faut éveiller l'opinion publique aux besoins des pays sous-développés

— Dom Helder Camara

Adressant la parole devant quelque deux cents personnes au Collège de St-Boniface, jeudi dernier, l'évêque brésilien Dom Helder Camara a affirmé qu'il est extrêmement urgent que l'opinion publique des pays développés s'éveille aux graves problèmes d'injustice sociale qui affligent présentement les pays en voie de développement.

"Nous n'avons pas besoin d'aventuriers, disait-il, répondant à une question sur la façon immédiate d'aider à la solution de ces problèmes; nous avons besoin d'un mouvement de l'opinion publique" pour amener les gouvernements des pays développés à axer une aide planifiée sur le

secteur marginal de la population des pays sous-développés. "Il faut éveiller la conscience de la population, de l'homme de la rue, de l'homme moyen des pays développés; sans cela les gouvernements ne peuvent rien faire", de déclarer l'archevêque de Recife.

Mgr Camara fit porter sa conférence sur le "Mémoire sur la politique extérieure du Canada envers l'Amérique Latine" soumise récemment au gouvernement canadien, par un groupe de Missionnaires Oblats et de Coprésents qui ont pris leurs services en divers pays de l'Amérique Latine. Il a qualifié ce mémoire de "texte remarquable".

L'évêque brésilien n'a pas hésité à affirmer que "les efforts, dans les pays sous-développés, pour le changement des structures (qui y maintiennent le développement du sous-développement) seront inutiles" aussi longtemps que les pays développés ne changeront pas leurs propres structures, c'est-à-dire, devait expliquer Mgr Camara, un changement dans la façon de concevoir et d'organiser l'aide aux pays en voie de développement.

"Les pays développés sont aveugles et sourds devant les demandes du Tiers-Monde", a-t-il affirmé. Il a cité comme exemple l'attitude adoptée par les riches lors de la conférence internationale sur le développement, à Nouvelle-Delhi en 1968.

Constatant que la jeunesse des pays sous-développés commence à perdre patience et à se tourner vers le radicalisme et la violence, Mgr Camara s'est refusé d'y voir une solution aux problèmes. "J'ai peur de la haine, dit-il, parce que c'est juste le contraire de Dieu".

Il voit cependant un espoir surtout dans le rôle que le Canada pourrait jouer dans les organisations et les groupes internationaux pour y faire voir que l'aide aux pays sous-développés ne peut pas se limiter à une aide matérielle. "Il faut ultimement", a-t-il affirmé, "à la fois à des pays riches, mais qu'elle doit supprimer les injustices sociales par les populations pauvres.

"Le Canada peut jouer ce rôle de leader moral sur le plan international parce qu'il "ne fait pas peur", dit Mgr Camara. Il est un des rares pays qui n'ait pas une expérience coloniale. Le Canada n'est jamais fixé le but d'être le premier et le plus grand du monde", a-t-il ajouté.

Dom Helder Camara a félicité l'Organisation canadienne d'Organisation et de Paix. "Elle est sur la bonne voie, dit-il. Elle pense à l'avenir, mais elle pense surtout à éveiller l'opinion publique, à éveiller les consciences, à faire voir qu'il y a des problèmes".

La réunion de jeudi dernier avait été organisée par la section manitobaine de Développement et Paix, dont les principaux animateurs sont le juge Alfred Monnin et M. Hubert Balcan.

La reconstruction de la basilique

Le projet confié à des ingénieurs-conseils

Le comité chargé de la reconstruction de la basilique cathédrale de St-Boniface a retenu les services des ingénieurs-conseils Crozier, Greenberg et associés pour l'étude et la préparation des plans et devis d'un nouveau temple qui serait reconstruit à l'intérieur des murs de pierre de la basilique détruite par le feu en juillet 1968.

La firme Crozier, Greenberg devra soumettre au comité de la basilique un projet d'égise, pouvant recevoir 1,000 personnes environ, qui ne dépassera pas un coût total de \$750,000.

"Le comité n'a pas voulu perdre de vue les demandes d'aide des pays sous-développés, lit-on dans le communiqué

Même si elles ne parviennent pas à réchauffer les nuits arctiques que nous traversons depuis quelques jours, les cheminées et les installations illuminées de la raffinerie Shell à St-Boniface ne produisent pas moins un spectacle éblouissant alors qu'elles dessinent leurs formes sur le fond noir des nuits manitobaines. (Cliché Winnipeg Tribune)

Les assistés sociaux et les minorités économiquement défavorisées représentés au nouveau Conseil national du Bien-être social

engagées dans le système des services sociaux.

1) Les groupes à faible revenu. Cinq des membres appartiennent à des groupes de citoyens ayant un faible revenu et sont présentement ou ont été des bénéficiaires de l'assistance sociale.

2) Les minorités économiquement défavorisées. Quatre membres représentent des minorités ethniques qui sont économiquement désavantagées de sorte qu'elles ont un besoin nettement plus élevé des services de bien-être social que le reste des Canadiens: la communauté noire; la communauté asiatique; la communauté métisse, représentée par Mme Marion Mademore; et la communauté indienne.

Trois des membres participent à l'enseignement du service social; quatre au système d'administration de soins sociaux; et cinq sont des volontaires dans le système des services sociaux.

Le Conseil national du Bien-être social est composé de 21 citoyens et aura le rôle de conseiller le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social sur des questions relatives au bien-être social. Les 21 membres du Conseil national du Bien-être social représentent cinq catégories de personnes

de la communauté nationale.

La création de ce Conseil et le mandat qui lui a été confié de rechercher les vues des citoyens défavorisés et des groupes minoritaires défavorisés, qui ont étudié leurs rapports et fera connaître les vues de ces groupes.

La création de ce Conseil et le mandat qui lui a été confié de rechercher les vues des citoyens défavorisés et des groupes minoritaires défavorisés, qui ont étudié leurs rapports et fera connaître les vues de ces groupes.

La création de ce Conseil et le mandat qui lui a été confié de rechercher les vues des citoyens défavorisés et des groupes minoritaires défavorisés, qui ont étudié leurs rapports et fera connaître les vues de ces groupes.

de faire connaître leurs vues au gouvernement et un tribunal où ces vues seraient examinées par un organisme groupant tous les éléments du service social et dans lequel le pauvre aurait une forte représentation.

Le programme du Conseil prévoit de faire participer des représentants supplémentaires des groupes à faible revenu et des groupes minoritaires défavorisés en les faisant participer à des comités du Conseil. Le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a établi une division qui servira de secrétariat du Conseil et qui fournira un lien permanent entre les vues exprimées au Conseil par les consommateurs des services de bien-être social et les activités des programmes de ce ministère. M. Leonard Shitrit, ancienement directeur de cette division qui logera dans l'édifice de Brooke Claxton, à Ottawa.

Le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a établi une division qui servira de secrétariat du Conseil et qui fournira un lien permanent entre les vues exprimées au Conseil par les consommateurs des services de bien-être social et les activités des programmes de ce ministère. M. Leonard Shitrit, ancienement directeur de cette division qui logera dans l'édifice de Brooke Claxton, à Ottawa.

Le Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a établi une division qui servira de secrétariat du Conseil et qui fournira un lien permanent entre les vues exprimées au Conseil par les consommateurs des services de bien-être social et les activités des programmes de ce ministère. M. Leonard Shitrit, ancienement directeur de cette division qui logera dans l'édifice de Brooke Claxton, à Ottawa.

Après deux jours d'émotion le calme revient à St-Adolphe

Après avoir fait la manchette, mercredi et jeudi derniers, des journaux, de la radio et de la télévision de langue anglaise de Winnipeg, le village de St-Adolphe semble avoir regagné son calme et sa sérénité habituelle.

Selon des sources bien informées, le dialogue a repris entre les représentants de l'Association des Parents et Maîtres de St-Adolphe et certains parents anglophones qui, après les rapports par la semaine dernière, se seraient objectés de puis quelque temps à ce que les réunions de l'A.P.M. se tiennent en français.

La section locale de l'Association des Parents et Maîtres de St-Adolphe fait partie de la Fédération des A.P.M. qui est un organisme catholique et francophone du Manitoba, fondé il y a déjà vingt ans. Le président de la section locale est M. Norbert Chaput, et le président de la Fédération provinciale est M. Louis LeGal, également de St-Adolphe.

Les articles parus dans la Winnipeg Tribune et la Win-

nipeg Free Press, de mercredi et jeudi derniers respectivement, rapportent que le problème mettant aux prises la très faible minorité anglophone et la population francophone de St-Adolphe remonte déjà à quelques années, alors que des familles de langue anglaise commencent à s'établir dans la localité et exigent que l'A.P.M. tienne ses réunions en anglais. Après un certain flottement, l'A.P.M. locale décida de rester fidèle à ses buts, à savoir la promotion de l'éducation catholique et française, mais elle offrit de collaborer avec le groupe anglophone dans tous les points d'intérêt commun qui pourraient être discutés lors de réunions communes des deux groupes.

La proposition de l'A.P.M. n'eut pas l'heur de plaire aux anglophones qui réclamaient une seule association de langue anglaise, "Parents-Teachers' Association". Cette requête devait recevoir l'appui récurrent d'un éditorial de Mme Irene Thurston, rédactrice d'un feuillet anglophone publié à St-Adolphe. Enfin, la

semaine dernière, le litige parvenait aux oreilles de la presse de Winnipeg.

Dans son article coté d'un titre de six colonnes, la Winnipeg Free Press rapporte également que le curé de la paroisse, l'abbé Joseph Choiselet, avait cherché depuis quelque temps à diminuer la tension entre les deux groupes de langue française au point que certains paroissiens d'ailleurs pour des services religieux dans leur langue.

Depuis les incidents de la semaine dernière, les gens de St-Adolphe ont choisi de garder le silence sur toute l'affaire et se refusent à tout commentaire à la presse. On croit savoir, cependant, qu'ils se préparent présentement à tenir des réunions où ils cherchent à trouver certaines formules d'entente satisfaisantes pour tous en même temps que favorables aux objectifs de l'A.P.M.

Le président des Libéraux du Manitoba s'oppose à la "campagne de panique"

Le président de l'Association Libérale du Manitoba, M. Stan. Roberts, s'oppose fermement à ce qu'il appelle "une campagne de panique", lancée par le quotidien Winnipeg Free Press. Il prétend que si celle-ci continue, elle causera beaucoup de tort au Manitoba. Elle ternira sa réputation et diminuera ses chances d'expansion, comme l'a fait la publicité accordée au séparatisme au Québec.

M. Roberts a tenu à faire remarquer à ses interlocuteurs, au programme "Provincial Affairs" télévisé samedi soir au réseau de Radio-Canada, que, contrairement à ce qu'on a pu croire ou se faire entendre, le Winnipeg Free Press n'est pas l'organe officiel du parti libéral ni lui est affilié en aucune manière. Il ajouta que, ni lui, ni son parti ne voudraient de gains qui pourraient leur échoir à la suite d'une telle campagne.

Fusion des vieux partis?

Le président de l'Association Libérale a aussi déclaré que son parti ne se ralliera pas au parti conservateur parce qu'il le considère comme réactionnaire, que pour unir il faut avoir des raisons positives de le faire et que le seul point sérieux sur lequel il y avait entente entre les deux partis était l'opposition au socialisme.

Critique du gouvernement

M. Roberts a critiqué ouvertement le gouvernement NPD pour sa nomination de David Cas-Beggs, comme président de Manitoba Hydro et pour avoir accordé un contrat de réclamation de \$200,000 à l'agence Dunsky, responsable de la dernière campagne électorale fédérale pour le NPD, dont le siège social est à Montréal et qui n'a jusqu'à présent entretenu aucune relation avec les agences locales, alors que M. Schreyer avait annoncé que ces contrats seraient répartis entre les agences manitobaines selon leur compétence.

M. Roberts a ajouté que le fait que M. Cas-Beggs reçoive un salaire tellement plus élevé que celui de son prédécesseur, M. W. D. Fallis, qui cumulait la charge de directeur de Manitoba Hydro, affaiblissait le moral des fonctionnaires provinciaux.

En terminant, M. Roberts a déclaré qu'il partagerait certain-

Le Manitoba a son Ombudsman

Le premier Ombudsman du Manitoba, M. George William Malby, ancien chef de police de St. James-Assiniboia, entre en fonction le 1er avril prochain. Sa fonction sera de protéger le public manitobain contre les abus de pouvoir qui pourraient se glisser dans les divers ministères ou services du gouvernement. Le mandat de l'Ombudsman est de six ans et est renouvelable pour six autres années. Il est un officier de la législature et peut faire enquête, soit de son propre chef ou sur une requête écrite, dans n'importe quel service gouvernemental contre lequel une plainte aura été émise, et dit avoir à faire connaître la situation.

L'Ombudsman a droit d'accès à tous les documents des ministères ou autres services du gouvernement, il peut émettre des citations, entendre des témoignages pour la poursuite de ses enquêtes sur les plaintes portées à son attention par les citoyens. Sa tâche consiste à garantir les droits civils de tous.

La loi n'autorise pas l'Ombudsman à enquêter sur des sujets qui devraient être traités en cour, ou moins que, dans certaines circonstances, il serait préférable de ne pas en appeler à la cour. Il n'a pas, non plus, autorité sur le procureur de la couronne et il ne peut rien faire à l'encontre des décisions de la cour.

Les résultats des enquêtes faites par l'Ombudsman ne seront pas nécessairement admis par la cour, sauf dans le cas d'un procès pour parjure. Il n'aura pas juridiction sur les juges, ni contre les décisions relevant de la loi de l'Arbitrage. L'enquête sur les abus portés à sa connaissance, puis fait les recommandations suggérées par les résultats de ses recherches. Il joue le rôle d'arbitre impartial entre le citoyen et la bureaucratie.

D'autre part, toute personne qui nuit à l'Ombudsman dans l'exercice de ses fonctions, se rendrait coupable d'un délit.

Une expérience de durée dans la fidélité, la liberté... et l'austérité

(Suite de la deuxième page)
 m'est la question fondamentale de la politique provinciale. Les autres sont d'importance secondaire par rapport à celle-ci, parce qu'il y a de l'existence même des "bonnes". Cela n'a pas changé, les gouvernements Lesage, Johnson et Bertrand ont tous essayé de défendre les prérogatives du Québec dans les conférences constitutionnelles.

Repreons la comparaison à propos de deux questions qui demeurent d'une brûlante actualité. On lit dans le programme de 1910: "Respect des droits des minorités et des droits des protestants en matière de séminaire religieux et ethnique". M. Filion écrivait de son côté en 1947: "Il n'y a qu'un moyen de faire régner la paix et d'assurer l'unité, c'est que les deux races qui peuplent le Canada jouissent en droit et en fait, dans toutes les parties du pays, des mêmes privilèges et des mêmes facilités de gagner pain et de cultiver. Nous sommes contre l'unité nationale réalisée aux dépens du faible".

À propos de la confessionnalité de l'enseignement, le programme de 1910 affirmait: "Respect de l'autorité de l'Église et des droits du père de famille dans l'éducation de l'enfant public. Maintien des droits et des privilèges de la minorité protestante". M. Filion écrivait en 1947: "Le Devoir est toujours tenu, en matière d'enseignement, à la doctrine traditionnelle, à savoir que les matières d'éducation relèvent à la fois, pour des raisons différentes, des parents, de l'Église et de l'État".

Chacun possédait des droits et chacun doit avoir l'avantage de les exercer. La pratique peut évidemment varier dans les variantes de détail, mais le principe doit rester intact. Pas besoin de dire que Le Devoir repoussera avec la dernière vigueur les propositions de ceux qui s'expriment en faveur de l'école neutre et les actes de ceux qui, tout en protestant de leurs intentions droites, nous donnent l'école d'État et l'instaurer "fonctionnaire". C'est un domaine où les structures ont beaucoup évolué depuis dix ans, mais très souvent au

plan des solutions institutionnelles, notes journal, conférence de presse, respect des valeurs religieuses et spirituelles dans l'éducation. Au banquet de février 1950, qui marquait le quarantième anniversaire du journal, le sénateur Lionel Groulx affirmait que Le Devoir a été chez nous le chien de garde de la moralité, de la langue, de la foi, des minorités, de la moralité publique. Cette formule d'un témoin particulièrement qualifié évoquait les combats incessants livrés par notre journal dans de nombreux domaines et sur divers fronts. Ces luttes n'ont pas toujours été victorieuses, loin de là, mais les succès ont tout de même été nombreux: la seule action du journal à prévenir des maux, et maintes institutions existent aujourd'hui qui ont dû leur naissance au Devoir.

Bourassa disait en 1915: "Le Devoir a parlé le premier, il a longtemps parlé seul; il a été seul contre tous et tous les autres; il n'a pas désarmé. Et si, aujourd'hui, les hommes de bien existent, c'est à lui qu'ils doivent leur salut".

L'action poursuivie avec ténacité par Le Devoir a grandement contribué à la nation qui existait en 1910, notamment en ce qui touche à l'éveil de la nation de solidarité nationale chez les Canadiens français. Cela a contribué à la formation et à l'épanouissement de nombreux groupements et organisations qui ont œuvré dans la même voie; maintes revendications anciennes sont aujourd'hui acquies, de telle sorte que l'action peut être poursuivie plus loin.

Affirmer que Le Devoir appartient toujours aux Canadiens français, et qu'il demeure le chien de garde de la nationalité, cela pourra sembler contestable à plusieurs. Le pluralisme des opinions et des orientations aujourd'hui ne permet plus l'unicité qu'il était possible il y a vingt ou trente ans. Les choix sont souvent difficiles devant des problèmes nouveaux et complexes. Le meilleur critère quant à la fidélité du Devoir aux buts qui ont présidé à sa fondation c'est probablement l'appui de tous ceux qui lui ont permis de survivre et qui assurent encore son existence. Le Devoir a été au bord de la faillite à plusieurs reprises: 1913, 1919, 1924, 1933 pour s'en tenir aux premières décennies. Après des périodes de stabilité relative, des difficultés nouvelles surgissent. Les modifications apportées au service postal par M. Kierans ont un exemple des embûches que doit surmonter une œuvre comme la nôtre. Alors que l'augmentation des coûts de production des journaux a provoqué partout des fusions et des consolidations depuis un quart de siècle, Le Devoir a pu continuer sa mission parce qu'un nombre suffisant de gens et d'organismes ont jugé son action nécessaire. Le phénomène même qui lui permet de durer est la meilleure preuve qu'il appartient vraiment à toute notre collectivité et qu'il est à son service.

Tout homme à deux ennemis: le passé et l'avenir. Et le plus grand présent que Dieu lui fait, c'est le présent. (G. Cestron)

A l'Alliance Française de Winnipeg le mercredi 28 janvier

Le professeur Hubert Mayes, du département de français de l'Université de Winnipeg, sera le conférencier invité de l'Alliance Française de Winnipeg le mercredi 28 janvier. La réunion aura lieu en la salle 274 (Manitoba Hall) de l'Université de Winnipeg, à 8 h 30 du soir.

Le professeur Mayes parlera de "Battling Malen", un roman de l'auteur de Maria Chapdelaine.

Deux autres conférences sont prévues pour les 11 février et 2 mars.

Plan de Sécurité Familiale de la Société Franco-Manitobaine

Anniversaires
 M. Aurèle-T. Labossière, La Broquerie, Man., du 20 janvier.

Dr André-S. Lachance, 41, halle Erie, St-Boniface, du 20 janvier.

M. Hubert Phillipot, 179, chemin Howden, St-Boniface, du 25 janvier.

M. René Huberdeau, St-Lazare, Man., du 22 janvier.

M. Ernest-Pierre Buisé, 417, rue Des Meurons, St-Boniface, du 24 janvier.

M. Lédien Bérubé, 503, rue De la Morénie, St-Boniface, du 25 janvier.

M. Paul Brunet, 396, rue De la Morénie, St-Boniface, du 25 janvier.

M. Abbé Lionel Tibault, 150, avenue de la Cathédrale, St-Boniface, du 25 janvier.

Opinion libre

Nous y étions en 1870, nous y serons en 1970

Partout dans nos villes et villages il y aura des célébrations cette année pour le centenaire de l'entrée du Manitoba dans la confédération canadienne.

Certainement la participation de la population de langue française comme groupe national? Que voulons-nous souligner spécialement en cette année du centenaire?

L'Union Nationale Française prépare une soirée de l'Amitié

L'Union Nationale Française se prépare pour le samedi 31 janvier une "soirée de l'Amitié" à laquelle elle invite de façon spéciale les personnes qui prennent des cours de conversation française. La soirée se tiendra au gymnase du Collège de St-Boniface, à compter de 7 h 30.

En plus d'une dégustation de fromages français, le programme de la soirée comprendra du chant, de la danse et quelques numéros-surprises.

Toutes les places seront réservées. Les billets sont en vente exclusivement au: Tim's Snack Bar, 302, avenue Hamel, St-Boniface (tél.: 233-4841).

me province du Canada. Si ce n'est été de la prise de position de Louis Riel et du gouvernement provisoire, de l'abbé Ritchot, de Monseigneur Taché et de tous ceux qui ont pris part à ces événements, il n'y aurait pas de centenaire du Manitoba, cette année ni pour plusieurs décennies.

M. Etienne Gaboriau, président de la S.F.M., suggérerait dernièrement à la télévision un grand rassemblement de toutes les campagnes, convergent sur Saint-Boniface, peut-être pour le complot du mois de mai, où il y aurait fête champêtre où tous, jeunes et vieux, s'amuseraient comme des "p'tits loups". On apprendrait à mieux se connaître, à mieux s'aimer. Cette fête pourrait porter un nom qui serait bien de chez nous. Notre présence devrait être nombreuse le 15 juillet sur le terrain de la législature et dans toutes les grandes manifestations publiques.

Riel, en insistant sur le statut provincial, témoignait de la volonté d'un peuple à se gouverner. Ce désir de liberté l'avait dans le sang: son père, Louis Riel, le meunier de la Seine, avait participé à la lutte pour la liberté du commerce, et son grand-père, Jean-Baptiste Lagimodière, était devenu "homme libre" ici même à la fourche de la rivière Rouge.

Cette présence de langue française, que nous voulons célébrer, remonte beaucoup plus loin. Innombrables sont ceux

de notre langue qui ont allongé le continent nord-américain, qui ont bûché lacs et rivières, pointes et îlots de nomades riches en pittoresque. Hélas! Il n'en reste presque plus: Léo-Du-Bonnet, Dauphin, Portage-la-Prairie, Souris, Qu'Appelle. Qu'est devenue la rivière aux petits îlots des bois? Le nombre de villes américaines qui ont eu à l'origine un poste de traite fondé par des Français ou des Canadiens français se chiffre au-delà de la centaine; même Toronto la Belle a succédé au fort Rouillé. Peut-on ignorer les exploits prestigieux d'Iberville sur la côte nord du Manitoba et l'immense travail d'exploration des La Vérendrye qui est si bien relaté dans l'œuvre du Père A. Champagne. Nous ne pouvons oublier tous ces hardis voyageurs, ils sont légion, qui ont maintenu le commerce des fourrures, en assurant le transport et en égayant la forêt de leurs chansons.

C'est toute cette présence française, canadienne et métisse, dont il faut rappeler le souvenir pour cette génération et celles qui viendront.

C'est pourquoi, la Société Historique de Saint-Boniface, forte de l'appui et de l'encouragement de toutes nos sociétés et des corps publics ainsi que de votre participation, vous propose...

À la semaine prochaine, Henry Lane, pour la Société Historique de Saint-Boniface.

Communiqué

Air Canada vous offre pour la nôtre année de nouveaux tarifs plus bas vers l'Europe!

C'est définitif! À partir du 1er mars 1970, Air Canada vous propose les plus bas tarifs jamais ratifiés par l'IATA. Ils vous rapprochent encore plus de douzaines de destinations européennes. Vous pouvez donc, maintenant plus que jamais, réaliser le voyage de vos rêves. Demandez tous les détails à un agent de voyage.

	*TARIFS D'EXCURSION 29-45 JOURS, ALLER-RETOUR, CLASSE ECONOMIQUE.			*TARIFS D'EXCURSION 14-28 JOURS, ALLER-RETOUR, CLASSE ECONOMIQUE.	
	Du 1er mars au 31 mars et du 1er juin au 31 mai 71	Du 1er avril au 31 mai et du 1er août au 31 octobre	Du 1er juin au 31 août	Toute l'année, sauf du 1er juin au 31 août	Du 1er juin au 31 août
De WINNIPEG à					
PARIS	\$348	\$364	\$397	\$408	\$462
++ROME	\$374	\$390	\$423	\$492	\$546
LONDRES	\$321	\$337	\$370	\$374	\$428

Si vous voulez partir avant le 1er mars, vous pouvez profiter de tarifs d'hiver spéciaux. Renseignez-vous également au sujet des tarifs d'excursion 14-21 jours et des tarifs pour séjour minimum de 22 jours. Et pour ceux qui désirent organiser un groupe, Air Canada offre aussi des tarifs extrêmement bas pour groupes de 80, 40 ou 25. Ces tarifs ne s'appliquent

qu'aux personnes membres depuis au moins six mois d'un club ou d'un organisme accrédité. Enfin, vous pouvez profiter en tout temps de nos tarifs réguliers, première classe ou classe économique. Quels que soient les tarifs qui vous conviennent, Air Canada peut vous les offrir. N'attendez donc plus!

AIR CANADA

Notre affaire, c'est tout le monde.

*Avec vol accompagné.
 *Tous tarifs en dollars canadiens.

Laurier Régnier

AVOCAT ET NOTAIRE
 304, 400 Avenue
 265, avenue Portage, Winnipeg 1
 Bureau: tél.: 942-3924

Maurice Arpin, C.R.

AVOCAT ET NOTAIRE
 de l'étude Arpin et Associés
 211, 400 Avenue Portage
 323, avenue Portage, Winnipeg
 Téléphone: 942-6516

François Avanthay, L.L.B.

AVOCAT ET NOTAIRE
 Suite 1 — 147, boul. Provencher
 St-Boniface, Man.
 Téléphone: 233-5029

Marcoux, Dureault, Bétournay et Toffeigne

AVOCATS ET NOTAIRES
 500 Childs Bldg.
 211, avenue Portage
 Winnipeg 2, Manitoba
 2ème 201
 Téléphone: 942-0038

Jacques-E. Roy

B.A., L.L.B.
 AVOCAT ET NOTAIRE
 557, chemin Ste-Marie
 St-Vincent, Man.
 Tél.: 247-3964

R. J. Stanners

OPTOMETRISTE
 EXAMEN DE LA VUE
 Téléphone: 233-2850
 141, boul. Provencher
 ST-BONIFACE, MAN.

Dr Harry Harshfield

Médecin-Chirurgien
 Téléphones: Bur. 942-7012
 Rés. 582-4995
 215, 400 Avenue Portage
 233, av. Portage, Winnipeg 1

EXAMEN DE LA VUE James Shaen Ltd.

M. N. Lecker, optométriste
 365, avenue Portage
 Tél.: 941-6628

Finkleman

Optométristes
 Examen de la vue
 Lunettes ajustées
 215, av. Portage
 400, avenue Portage
 Winnipeg
 Téléphone: 942-2496

FOREST, GUÉNETTE ET CIE. COMPTABLES AGRÉÉS
 EDIFICE CKSB, 607, RUE LANGVYN, ST-BONIFACE
 TÉLÉPHONE: 947-1671

Dr A.-E. Bourgeois

DENTISTE
 344, rue Marion, St-Boniface
 Téléphone: 247-4548

Dr Hubert R. Du Charmé

(B.A., D.C.)
 CHIROPRATEUR
 414, rue Taché
 St-Boniface En face de l'hôtel

Dr André-S. Lachance

DENTISTE
 118, rue Horace
 Téléphone: 233-7726

Dr Edouard-G. Jarjour

DENTISTE
 301, chemin Ste-Marie
 St-Boniface, Man.
 Téléphone: 233-2111

Dr A.-C. Laurin

DENTISTE
 Téléphone: 233-2850
 141, avenue Provencher
 ST-BONIFACE, MAN.

Dr P.-E. LaFlèche

R.-G. LaFlèche
 B.Sc., M.Sc., D.M.D.
 DENTISTES
 709, rue Sherbrook Winnipeg
 Téléphone: 775-5446

Dr J.-O. Joyal

DENTISTE
 Téléphone: 942-2023
 413, 400 Avenue Portage
 388, avenue Portage, Winnipeg

Grafton, Dowhan,

Muldoon, Lafrenière,
 Roy et Walsh
 AVOCATS ET NOTAIRES
 304 Montreal Trust Building
 215, avenue Notre-Dame
 Winnipeg 2, Man.
 Téléphone: 942-3135

